

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

	INFO	AVIS	COPIE	EXEC	ARCH.
DIR					
SPA					
22					
30 JUL. 1999					
HA					
IC					

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en œuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 4 janvier 1990 autorisant M. Philippe LE BIHAN à installer et exploiter à GLOMEL au lieu-dit « Croas Anna » un élevage de 40 000 poulettes démarrées ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de la régularisation de la situation administrative de 12 500 poulettes démarrées (12 500 animaux équivalents) et la création de 17 500 poulettes démarrées (17 500 animaux équivalents) en extension de l'élevage autorisé susvisé, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de MAEL CARHAIX (du 22 mai 1998), GLOMEL (du 6 juillet 1998), KERGRIST MOELOU (du 1^{er} juillet 1998) et ROSTRENEN (du 25 juin 1998) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt et de la Protection Civile émis respectivement les 18 septembre 1998, 28 mai 1998 et 29 juin 1998 ;
- VU les arrêtés préfectoraux en date du 8 octobre 1998, 12 janvier 1999 et 20 avril 1999 prorogeant le délai d'instruction du dossier susvisé pour une période de trois mois ;
- VU les rapports de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 Novembre 1998 et 13 juillet 1999 ;
- VU les avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 29 janvier 1999 et 26 février 1999
- favorable pour la régularisation de la situation administrative de 12 500 poulettes démarrées (12 500 animaux équivalents)
 - défavorable pour la création de 17 500 poulettes démarrées (17 500 animaux équivalents) ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1er -

a) M. Philippe LE BIHAN demeurant à GLOMEL au lieu-dit « Croas Anna » est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZK n°24 et ZK n°62-61), à moins de 100 mètres des tiers les plus proches pour les bâtiments P1, P2 et P4, conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 52 500 poulettes (52 500 animaux équivalents) de plus d'un mois en présence simultanée.

Elevage existant : 40 000 poulettes démarrées (40 000 animaux équivalents)

Elevage régularisé : 12 500 poulettes démarrées (12 500 animaux équivalents)

b) la demande présentée par M. Philippe LE BIHAN demeurant à GLOMEL au lieu-dit « Croas Anna » en vue de l'extension de cet élevage par la création de 17 500 poulettes démarrées supplémentaires (17 500 animaux équivalents) est **rejetée**.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 -

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 toutes les eaux usées (sas, etc.) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3-2 Transfert :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre des enlèvements des déjections (avec les dates, le type de déjections et le tonnage) dans lequel seront joints les justificatifs (originaux des bons d'enlèvements) pour l'année en cours. Il transmettra les originaux des bons d'enlèvement à la fin de chaque année civile au service des installations classées ainsi qu'un bilan annuel justifiant l'utilisation des déjections dans la(les) zone(s) d'épandage retenue(s). Dans l'hypothèse où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par les contractants, ou de sa rupture, le pétitionnaire devra fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties ou un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, ou cesser l'exploitation de l'élevage.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 4 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de GLOMEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Philippe LE BIHAN.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Philippe GLOMEL dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 4 janvier 1990.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP
Le Maire de GLOMEL

L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Philippe LE BIHAN pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de MAEL CARHAIX, KERGRIST MOELOU et ROSTRENEN pour information.

SAINT-BRIEUC, le 30 JUL. 1999

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,

Signé: Denis DOBO-SCHOENENBERG

*Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau, Adj.*


Isabelle MARZEN